

Les subsides

Il est prévu qu'en 1987-1988, son déficit s'élèvera à 300 millions de dollars et ses arriérés dépasseront 405 millions. Le gouvernement ne tient aucun compte de la crise de l'endettement agricole ou il tente de mettre la question sur une voie de garage.

Le président et le vice-président de la SCA ont été remerciés de leurs services au début de décembre. Ils proposaient depuis plus d'un an des programmes de relance destinés à alléger la crise de l'endettement agricole, mais le gouvernement n'en a accepté aucun. Il s'est contenté de nommer un nouveau président et un nouveau vice-président, qui ne sont ni l'un ni l'autre des agriculteurs d'après ce que j'ai pu comprendre; ils sont nettement plus familiers avec le Conseil du Trésor et le ministre des Finances.

C'est dire que l'avenir de la Société du crédit agricole est en jeu parce que l'aide prévue dans cette mesure ne suffit certes pas à renflouer les milliers d'agriculteurs en sérieuses difficultés financières.

Les milieux agricoles craignent fort que le ministre démantèle la SCA comme il l'a fait pour la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles. Le ministre a parlé d'urgence, en juin dernier, lors de la présentation de cette mesure en faisant valoir à l'opposition et au Nouveau parti démocratique que le temps pressait car la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles devait expirer bientôt. Cette loi prévoyait quelque 300 millions de dollars par année en prêts agricoles garantis à utiliser pour l'achat de matériel et de bétail et pour la rentabilisation des opérations agricoles notamment. Pourtant, sept mois plus tard, ces amendements et cette reconduction de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles n'ont même pas encore été proclamés.

Les milieux agricoles ont peur que le gouvernement privatise ou supprime ces programmes. Nous sommes toujours en pleine crise en ce qui concerne la dette agricole. Des études démontrent que plus de 50 000 agriculteurs, sur quelque 170 000 qui ont vendu pour plus de 20 000 \$ par année sont insolubles ou en mauvaise posture financière. J'espère que le gouvernement tiendra compte de l'impasse où se trouve notre agriculture et du problème de la dette agricole car il ne semble pas avoir fait grand-chose au cours des 12 derniers mois, à part annoncer des études et remplacer du personnel.

Nous voulons ces fonds pour les prochaines semailles. J'étais en Saskatchewan et au Manitoba au début de la semaine et bien des agriculteurs en ont profité pour me dire que la baisse du cours du grain de quelque 20 p. 100, au cours de la dernière campagne agricole, les avait privés des fonds nécessaires pour procéder aux semences en dépit de ce programme qui prévoit en moyenne 7 000 \$ à chaque producteur. Cette mesure sera profitable aux mieux nantis, mais certes pas aux nombreux agriculteurs qui prévoient une baisse du cours du grain au cours de la présente campagne agricole et des perspectives encore plus sombres l'an prochain.

J'espère que pendant notre étude au comité, le ministre pourra répondre aux questions que se sont posés les agriculteurs au cours de cette terrible crise qui s'est abattue sur eux au cours des deux ou trois dernières années.

M. Langdon: Monsieur le président, il est significatif d'entendre le ministre reconnaître ce matin que le marché international n'était pas seul en cause. Il a également précisé que les agriculteurs canadiens n'avaient jamais connu pareilles difficultés.

Je tiens à ajouter, d'emblée, que cette situation frappe non seulement les agriculteurs de l'Ouest et de l'Ontario, ainsi que le ministre l'a signalé, mais aussi beaucoup d'agriculteurs québécois.

[Français]

Il y a beaucoup de problèmes au Québec dans le secteur agricole, et il est nécessaire de regarder cela aussi.

[Traduction]

Or, malgré ce précédent provoqué par toute une gamme de problèmes qui se sont amplifiés, le gouvernement est en train plus ou moins de se féliciter, en disant qu'il a vraiment fait de son mieux. Il déplore la situation, évidemment, mais il dit avoir fait l'impossible. Il lui suffit, en l'occurrence, d'avoir débloqué 800 millions de dollars.

● (1200)

Il y a longtemps que nous l'exhortions, à la Chambre, à annoncer les paiements d'appoint aux agriculteurs afin que ces derniers puissent entreprendre leurs travaux en sachant pouvoir compter sur certaines sommes. Pourtant, la campagne agricole battait déjà son plein quand l'annonce a été faite. Ce délai me signale, ainsi qu'à mon parti, une absence de stratégie. Le gouvernement ne perçoit pas globalement les difficultés que les agriculteurs doivent affronter, et il n'a pas de réponse globale à leur offrir. Il prend plutôt des mesures ponctuelles qui ont été établies de concert avec les agriculteurs, bien sûr, mais qui ne sont pas destinées à résoudre à long terme des problèmes agricoles très sérieux que le ministre qualifie lui-même de sans précédent.

Voilà ce que je comprends en tant que représentant d'une circonscription comptant un très grand nombre d'agriculteurs. Je comprends très clairement que, en dépit de l'intérêt évident pour les agriculteurs des deux ministres—désormais des trois ministres intéressés—le gouvernement ne réagit pas avec suffisamment d'urgence au problème. Il ne s'y attaque pas de façon assez globale. Il ne le prend donc pas suffisamment au sérieux.

Les agriculteurs de ma circonscription risquent, par exemple et en dépit des observations ambiguës du ministre du Revenu national, de voir les vérifications fiscales continuer à faire activement partie du programme du ministère du Revenu national concernant les agriculteurs, même si ces agriculteurs risquent de se retrouver comme le ministre le dit lui-même dans une situation sans précédent.